

PLAN AU SENEGAL



Photo: Shona Hamilton

Un aperçu

Le pays d'Afrique de l'Ouest est frontalier au Nord de la Mauritanie, à l'est au Mali, au Sud à la Guinée ainsi qu'à la Guinée Bissau et il a un accès à l'Océan Indien. Le pays voisin, la Gambie se situe au sein du territoire national sénégalais. Le Sénégal est fortement urbanisé de manière égale. Alors que le nord du pays dans la zone sahélienne est riche et sec, il tombe dans le sud montagneux plus de pluie. Cependant une seule fraction de la surface du pays est utilisable de manière agricole. Depuis des années, des précipitations récurrentes amoindrissent les récoltes. Par le biais des changements climatiques, les dangers de la sécheresse ainsi que d'inondations s'aggravent. Le pays est marqué par une grande diversité ethnique. Plus de 20 différents groupes ethniques vivent au Sénégal. La croissance de la population est en hausse et environ la moitié de la population se situe en dessous de 18 ans.

La France s'empare dès le milieu du 19ème siècle du territoire de l'actuel Sénégal après l'occupation de la Grande Bretagne. En 1895 il intègre l'Afrique de l'ouest française. Après l'indépendance de 1960, le président Léopold Senghor instaure un état à parti unique. À partir du milieu des années 1970 on voit apparaître en étapes la légalisation des partis. En 1981 Abdou Diouf est élu sur la base de votation libres président. Au début des années 1980 se forme un mouvement de rébellion dans le sud du pays pour l'indépendance de la région Casamance.

La situation actuelle

Comparé à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal est relativement bien développé économiquement. Et pourtant près de la moitié de la population vivant dans la pauvreté. Depuis l'indépendance, le Sénégal est l'un des États les plus stables politiquement en Afrique de l'Ouest et possède des structures démocratiques qui fonctionnent. En mars 2012, Macky Sall est devenu le nouveau président du pays. Le conflit en Casamance dans le sud du pays continue de s'embraser et constitue l'un des plus grands défis de la politique intérieure.

La république sénégalaise



Population:

15,1 MIO.

(Allemagne [D]: 82,7 Mio., Suisse [CH]: 8,1 Mio., Autriche [A]: 8,5 Mio.)

Espérance de vie (Femmes / Hommes):

68/65 ANS

(D: 83 / 78 ans, CH: 85 / 80 ans, A: 84 / 79 ans)

Taux de mortalité parmi les enfants de moins de 5 ans:

47 POUR 1'000 naissances vivantes

(D, CH, A: 4 pour 1'000)

PNB par habitant:

1'050 US\$

(D: 44'010 US\$, CH: 82'730 US\$, A: 48'730 US\$)

Taux d'alphabétisation chez les jeunes (15-24 ans):

FEMMES 59% / HOMMES 74%

Superficie:

196.712 KM²

(D: 357'050 km²)

Capitale: Dakar

Langues nationales:

Français, Wolof, Serer et autres

Religions:

Islam (environ 94%), Christianisme (environ 5%), religion locale

Plan International au Sénégal

Plan International opère au Sénégal depuis 1982. En 2016, notre travail a atteint le cercle de plus de 34'000 enfants parrainés et leurs familles. Nous concentrons notre travail sur les enfants et les jeunes des zones rurales les plus pauvres du pays.

L'approche de travail de Plan International

Notre approche de travail qui est orientée sur le développement collectif de l'enfance, repose sur les droits fondamentaux des enfants : le droit de vivre, du développement, du concours et de la protection. Le développement communautaire axé sur l'enfant signifie travailler avec et pour les enfants. Les filles et les garçons, les jeunes, leurs familles et leurs communautés sont impliqués dans la planification et la mise en œuvre de projets visant à promouvoir leur propre développement. La communauté est responsable des projets afin d'assurer leur durabilité, même après que nous ayons terminé notre travail dans ce domaine. Il est essentiel de renforcer les compétences des membres de la communauté afin qu'ils puissent relever efficacement les défis de leur communauté.

Nous nous engageons particulièrement à aider les enfants marginalisés et défavorisés à exercer leurs droits et à briser le cycle de la discrimination, de l'inégalité sociale et de la pauvreté infantile.

Défi: La protection des enfants n'est pas garantie

Le droit à la protection n'est pas garanti pour beaucoup d'enfants au Sénégal. L'une des raisons en est que la protection de l'enfance n'a jusqu'à présent guère été consacrée par la loi. Les filles sont particulièrement touchées par la violence sexospécifique. Les mariages précoces et les mariages forcés touchent environ un tiers de toutes les filles âgées de 15 à 19 ans. Les mutilations génitales féminines continuent d'être pratiquées, en particulier dans les zones rurales et parmi certains groupes ethniques, en dépit d'une interdiction nationale. Mais les garçons sont également exposés à la violence et aux mauvais traitements, surtout lorsqu'ils vivent dans la rue en tant que mendiants. Un autre problème urgent est le travail et la traite des enfants. Dans certaines zones rurales, près de la moitié des enfants n'ont pas de certificat de naissance, ce qui restreint considérablement leurs droits.

Stratégie pays

Notre stratégie par pays fournit le cadre pour un travail de programme cohérent et continu. Il est préparé pour une période de plusieurs années. Son objectif est d'améliorer les conditions de vie et les perspectives d'avenir des enfants nécessiteux et de leurs familles. Nous avons élaboré la stratégie par pays en collaboration avec les filles et les garçons, les familles, les groupes et initiatives locaux et les agences gouvernementales.



Cela contribue à éliminer la pauvreté structurelle des enfants. Comme l'État joue un rôle important dans la mise en œuvre et le respect des droits de l'enfant, nous travaillons avec les organismes gouvernementaux et les aidons à remplir leurs obligations envers les membres de la communauté et à mettre en œuvre les lois et règlements existants. En même temps, nous offrons aux enfants et aux adultes dans les communautés une formation sur leurs droits. Ils devraient pouvoir revendiquer leurs droits.

Programme Plan: Protéger les enfants contre la violence et les mauvais traitements

En collaboration avec les municipalités, nous veillons à ce que les autorités responsables s'attaquent à des problèmes urgents. S'attaquer systématiquement à la pauvreté infantile, au mariage précoce et à la maltraitance des enfants et mettre en œuvre des lois appropriées pour protéger les enfants. Dans ce contexte, nous faisons également avancer la mise en place d'un système national de protection de l'enfance pour enregistrer et poursuivre les cas de violence et d'abus. En outre, nous voulons nous assurer que la protection des enfants est également garantie dans les situations de catastrophe. Nous sensibilisons les parents à la protection de l'enfance afin qu'ils s'engagent activement dans la lutte contre la violence domestique et les sensibilisent aux risques et dangers pour les enfants. Nous encourageons également le développement de mécanismes de prévention appropriés dans les écoles. Les enfants doivent être conscients de leurs droits et s'engager activement contre la violence entre pairs. Nous les aidons à se faire entendre, à attirer l'attention sur les problèmes et à demander de l'aide. Au niveau politique, avec nos partenaires, nous demandons que le mariage des enfants soit sanctionné par la loi et que l'âge minimum du mariage soit porté à dix-huit ans.

Défi: La situation économique des jeunes

De nombreuses familles ont un revenu très faible. L'une des conséquences est que les enfants n'ont pas accès à l'éducation et que de nombreux jeunes n'ont que des perspectives d'avenir très limitées en raison d'un manque de qualification professionnelle. Près de 60 % des



Photo: Frank Boyer

femmes et environ 40 % des hommes n'ont pas suivi de formation professionnelle, ce qui limite considérablement leurs chances sur le marché du travail. Le taux de chômage est d'environ 50 % et les jeunes sont particulièrement touchés. L'une des conséquences est l'exode rural et l'appauvrissement et l'appauvrissement croissants dans les villes du pays. La consommation de drogues et les comportements violents chez les jeunes augmentent ici.

Programme Plan: Sécurité économique et participation sociale des jeunes

En collaboration avec nos partenaires, nous nous efforçons de faire en sorte que le gouvernement offre davantage de possibilités de formation professionnelle aux jeunes. En particulier, nous voulons renforcer les filles et soutenir en particulier les jeunes défavorisés qui, par exemple, ont abandonné l'école. Nous nous efforçons également de donner aux jeunes l'accès à des ressources financières afin qu'ils aient la possibilité de faire des investissements, par exemple pour augmenter leurs rendements agricoles. Pour assurer un succès durable, nous nous tenons à leurs côtés et les aidons à évaluer les risques et les opportunités économiques. Nous voulons donner une voix à la jeune génération et soulever avec eux l'urgence de leurs problèmes. À cette fin, nous renforçons des institutions telles que le Parlement des enfants et soutenons les enfants et les jeunes dans leur participation aux processus de prise de décisions sociales.

Défi: Restreindre l'accès à l'éducation

Au Sénégal, l'accès à l'éducation est encore limité pour de nombreux enfants. Dans les régions éloignées, les enfants doivent parcourir de longues distances pour se rendre à l'école. Près de dix pour cent des élèves abandonnent l'école primaire. En outre, plus d'un tiers des enfants ne réussissent pas les examens finaux en raison d'un manque de qualité de l'enseignement. Les filles, les enfants ayant des difficultés d'apprentissage ou les enfants handicapés sont gravement désavantagés dans leurs possibilités d'éducation. Beaucoup de garçons fréquentent une école coranique. Ces écoles internationales traditionnelles sont pour la plupart gratuites. Pendant leurs études, les élèves vivent dans des conditions

d'humilité et doivent mendier de l'argent dans la rue. Dans cette situation, ils sont particulièrement exposés à la violence et à la maltraitance.

Plan Programme: Une éducation de haute qualité et l'égalité des chances

En collaboration avec les établissements d'enseignement, les administrations locales et les enseignants, nous promovons l'expansion des possibilités d'éducation et l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les communautés. Il est particulièrement important pour nous que les écoles soient mieux équipées et soient des lieux sûrs pour les enfants. Il doit également être possible d'enseigner dans les situations de catastrophe. De plus, nous soutenons les communautés avec des offres de promotion de la petite enfance. Avec le travail éducatif, nous nous efforçons d'obtenir des changements sociaux afin de surmonter les obstacles, en particulier pour l'éducation des filles, comme les grossesses précoces ou les mariages précoces, et nous menons un discours critique avec les chefs religieux afin de renforcer les droits des élèves des écoles coraniques. Avec nos partenaires, nous voulons promouvoir et institutionnaliser l'inclusion dans les écoles. Les enfants ayant des besoins spéciaux et les enfants handicapés devraient se voir offrir des possibilités d'apprentissage appropriées afin qu'ils aient la possibilité de compenser les déficits d'apprentissage. Cela aide aussi les enfants à terminer leurs études avec succès. Enfin, nous renforçons la participation des élèves à l'organisation de la vie scolaire quotidienne.

Défi: Manque de situation sanitaire

Le taux de mortalité maternelle est élevé au Sénégal. Le système de santé local, en particulier dans les zones rurales, n'est pas bien développé, souvent les distances sont trop grandes ou les familles n'ont pas les moyens de se payer des soins médicaux. De nombreux enfants souffrent de malnutrition, ce qui les affaiblit et les rend vulnérables aux maladies. Le manque d'accès à l'eau



Photo: Plan International



Photo: Plan International

potable et à l'assainissement et le manque de connaissances en matière d'hygiène et de maladies telles que le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA sont d'autres facteurs de risque qui affectent la croissance en bonne santé. Des questions telles que la sexualité, la santé et les droits en matière de reproduction sont tabous, de sorte que les risques et les mesures préventives sont à peine connus des jeunes et des adultes.

Planifier le programme: Créer les conditions d'une enfance en santé

En collaboration avec les communautés et les autorités, nous élaborons des plans pour améliorer les soins médicaux dans les communautés. Nous nous engageons particulièrement à faire en sorte que les parents puissent faire soigner leurs enfants gratuitement pendant les cinq premières années de leur vie. Nous y parvenons, par exemple, grâce au concept éprouvé de sages-femmes

mobiles, qui contribue de manière significative à l'amélioration de la santé mère-enfant dans les régions particulièrement reculées. Nous éduquons les parents sur les questions de santé telles que l'hygiène et l'assainissement et aidons les parents à nourrir leurs enfants d'une manière saine et équilibrée. Nous offrons aux jeunes, en particulier aux jeunes femmes, un meilleur accès à l'information sur la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction. En même temps, nous formons également le personnel de santé afin que des services de santé appropriés soient disponibles pour les jeunes. En collaboration avec les communautés, nous améliorons également l'approvisionnement en eau potable en installant des puits et des systèmes de tuyauterie. Nous mettons un accent particulier sur le développement de mécanismes de précaution avec le personnel de santé et les organismes communautaires qui garantissent des soins médicaux même en cas de catastrophe.

Sources:
Plan International, Ministère fédéral des Affaires étrangères
Rapport du PNUD sur le développement humain 2015
UNICEF « La situation des enfants dans le monde 2016 ».